**Michael Sandel : « Il faut en finir avec la tyrannie du mérite »**

Entretien

* Recueilli par Marie Boëton,
* La Croix, le 21/03/2021

***La Croix L’Hebdo* : Vous analysez la montée du populisme comme une conséquence de la *« tyrannie du mérite »*. Que reprochez-vous à la méritocratie ?**

**Michael J. Sandel**: La méritocratie constitue, évidemment, une alternative enviable au régime aristocratique d’antan. Mais elle a une face sombre. Elle requiert une mise à égalité préalable des chances entre les privilégiés et les désavantagés qu’il est quasi impossible de mettre en œuvre. Car si chacun a la possibilité de se hisser en haut de l’échelle, la distance entre les barreaux n’est pas la même pour tous...

Mais ma critique va plus loin, portant sur le cœur même de la méritocratie : elle pose en effet que ceux qui réussissent sont les plus talentueux, qu’ils méritent leur succès ; les moins fortunés, eux, sont perçus comme ayant manqué de talent, n’ayant pas assez travaillé et ils n’ont donc qu’à s’en prendre à eux-mêmes. Le ressentiment qui en découle explique, en partie, le mouvement populiste actuel.

**À vous lire, le mérite serait mélange de talent et d’effort. Or, pour vous, nous ne sommes pas « propriétaires » de nos talents. C’est-à-dire ?**

**. J. S.**: Ils ne dépendent pas de nous en effet. Prenez Usain Bolt, le sprinter multi-médaillé : il s’entraîne d’arrache-pied, bien sûr, mais il jouit aussi de capacités hors norme. Il a par ailleurs la chance que ses dons (athlétiques, en l’espèce) soient valorisés par la société actuelle. En Italie, à la Renaissance, on ne cherchait pas de sportifs de haut niveau, mais des peintres de fresques... La reconnaissance provenant de ses dons tient, en partie, au hasard.

**Soit, mais le mérite comprend une part de labeur qui, lui, dépend de nous...**

**M. J. S.**: C’est vrai ! Je reste d’ailleurs très attaché à la responsabilité individuelle. Tout doit être fait pour inciter ceux qui ont des talents à les développer. La société a tout à gagner à ce que certains deviennent chirurgiens, par exemple. Ces derniers, c’est vrai, ont beaucoup travaillé pour en arriver là et doivent pouvoir jouir des gratifications qui vont avec. Simplement, le fait que nous ne soyons pas « propriétaires » de nos dons justifie que les bénéfices générés par ces mêmes dons soient, en partie, redistribués.

**Vous appelez à un nouveau contrat social centré sur la dignité du travail et valorisant la participation au bien commun.**

**M. J. S.**: La méritocratie est corrosive pour le bien commun en ce qu’elle dévalorise les non-diplômés et sape donc la dignité du travail. En 1968, Luther King avait soutenu la grève des éboueurs du Tennessee en rappelant que leur travail était aussi important que celui des médecins car, s’ils ne le faisaient pas correctement, la population risquait de tomber malade.

C’est un argument fondé sur la justice (le fait de mériter un salaire décent) mais aussi fondé sur le bien commun (leur contribution au bien-être de tous). Cette réflexion vaut pour tous ces professionnels dont nous nous sommes découverts dépendants lors de la pandémie. La valorisation de ces travailleurs essentiels ne doit plus dépendre du verdict du marché.

**Le marché ne peut dire ce que « vaut » un métier, c’est cela ?**

**M. J. S.**: Oui. Aujourd’hui, la loi du marché fait qu’un spécialiste du *trading*haute fréquence gagne plus qu’un médecin ou qu’un dealer vit mieux qu’un enseignant, c’est aberrant ! Nous avons besoin d’une délibération sur les fins de la vie commune (une existence épanouissante et digne) afin de réévaluer les contributions de chacun à ces fins.

Débattons-en publiquement, et régulièrement, au Parlement, en entreprise, dans les syndicats, dans les facs, etc. Il y aura des désaccords, c’est inéluctable, mais ce sera préférable à ce qui se fait aujourd’hui.

**Vous appelez à un *« tournant spirituel »*, ce sont des mots très forts...**

**M. J. S.**: Oui, un tournant moral à tout le moins. Et, oui... quasi spirituel. Dans une lettre encyclique sur*« le travail humain »*, en 1981, Jean-Paul II affirmait que *« l’homme voit dans son travail un moyen d’accroître le bien commun élaboré avec ses compatriotes* (...)*en prenant conscience que le travail sert à multiplier le patrimoine de toute la famille humaine »*.

Retisser les liens sociaux délités sous l’effet de cette *« tyrannie du mérite »* tient du changement de paradigme. Il faut en finir avec la méritocratie pour renouer avec la solidarité, pour réaliser aussi combien nous sommes dépendants les uns les autres.

**Vous critiquez le rôle-clé joué par les diplômes du supérieur. Pourquoi ?**

**M. J. S.**: L’enseignement supérieur promet la mobilité par le mérite mais pérennise, en réalité, le privilège. Aux États-Unis, si vous êtes issu d’une famille riche, vous avez 77 fois plus de chances d’être admis dans une université de la Ivy League *(les campus américains les plus prestigieux, NLDR)*que les enfants issus d’une famille pauvre.

Le diplôme supérieur est un grand diviseur social, permettant aux « gagnants » de considérer qu’ils méritent leur chance quand les autres n’auraient à s’en prendre qu’à eux-mêmes ! Ici, comme en Europe, un tiers de la population a un diplôme du supérieur. Conditionner la reconnaissance sociale à l’obtention de ce sésame revient, de fait, à bafouer le respect dû à la majorité de nos concitoyens.

**Vous montrez, chiffres à l’appui, combien la mobilité sociale est un leurre. Soit, mais l’acter aussi définitivement n’est-il pas problématique ? Car sur quoi fonder, demain, les politiques sociales en faveur des défavorisés ? La méritocratie est peut-être une fiction, mais n’est-ce pas une fiction nécessaire ?**

**M. J. S.**: Nous devons continuer à financer de vraies politiques d’égalité des chances, ne serait-ce qu’au nom de la dignité due à chacun. Et, en parallèle, promouvoir une société dans laquelle il ne faille plus forcément être diplômé pour acquérir une estime sociale, mener une vie décente et subvenir aux besoins des siens. Une société où l’on valorise l’apport de chacun au bien commun. Plus généreuse, cette société serait aussi, in fine, beaucoup moins polarisée.